

Le mouvement BDS fête ses 12 ans, et voici 12 nouvelles qui montrent que notre mouvement connaît un succès grandissant

9 Juillet 2017

Comité BDS national palestinien (Palestinian BDS National Committee)

Le 9 Juillet 2017 marque la douzième année du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). Cela fait 12 ans qu'une coalition aussi large que diversifiée à travers la société palestinienne a surmonté d'incroyables obstacles pour s'unir autour de trois droits fondamentaux palestiniens et sur un chemin de lutte non-violente, inclusive et antiraciste pour les atteindre. Malgré la fragmentation, l'occupation militaire, la ségrégation et la dépossession, nous nous sommes réunis pour affirmer le droit de notre peuple à la liberté, la justice, l'égalité et à la dignité.

L'appel au BDS de 2005 incarne un soutien massif palestinien pour exiger la fin de l'occupation militaire israélienne et le démantèlement de son mur illégal, la fin de son système institutionnalisé et légalisé de discrimination raciale, qui correspond à la définition d'apartheid selon l'ONU, et le droit des réfugiés à retourner sur leur terre, comme stipulé dans le droit international.

Inspirés par le mouvement anti apartheid sud africain et le mouvement des droits civiques américain, des groupes représentant tous les Palestiniens en appellent aux personnes de conscience à travers le monde à adopter ces moyens de

pressions en soutien à la lutte pour nos droits. Le BDS demande le boycott et des initiatives de désinvestissement dans les milieux académique, culturel, économique et sportif et à faire pression sur les états afin qu'ils prennent des sanctions significatives contre Israël jusqu'à ce qu'il remplisse pleinement ses obligations devant le droit international.

Vous ne nous avez pas laissé tomber.

BDS fête ses 12 ans cette semaine et voici 12 nouvelles qui montrent l'impact grandissant de notre mouvement en 2017 :

1. Un rapport de l'ONU a établi qu'Israël impose un système d'apartheid sur la totalité du peuple palestinien et appelle à des mesures de BDS pour mettre fin à ce régime d'apartheid.

2. L'église Mennonite aux USA vient de voter à 98% pour un désinvestissement des entreprises qui tirent profit de l'occupation israélienne. Cela fait suite à l'adoption de pratiques similaires ces dernières années par plusieurs églises protestantes, dont l'Église Presbytérienne, l'Église Unie du Christ et l'Église Méthodiste Unie. La résolution des Mennonites encourage aussi les membres de l'église à boycotter les produits venant des colonies israéliennes illégales construites sur des terres volées aux Palestiniens.

3. Une victoire du droit au boycott : le parlement espagnol a affirmé que le droit de soutenir les droits des Palestiniens par le BDS est protégé par la liberté d'expression et d'association. Le gouvernement du Royaume Uni a perdu son procès contre *Palestine Solidarity Campaign* et ses alliés dans une décision affirmant l'interdiction pour le gouvernement de restreindre le droit des autorités locales à se désengager de sociétés complices des violations par Israël des droits humains

des Palestiniens. Le parlement suisse a stoppé les tentatives du lobby israélien de criminaliser le soutien au BDS.

4. La plus grande fédération syndicale de Norvège, représentant près d'un million de travailleurs, a adopté un boycott complet d'Israël afin d'obtenir les droits des Palestiniens selon le droit international.

5. Le syndicat des médecins libanais ne travaille plus avec G4S, la plus grande entreprise de sécurité au monde, à la suite d'une campagne menée par des militants de boycott au Liban, préoccupés par la complicité de la société dans les violations israéliennes des droits humains palestiniens.

G4S a également essuyé ses premières pertes en Équateur, où un institut de recherche ne renouvela pas son contrat avec l'entreprise à la suite d'une campagne BDS. La direction d'une compagnie californienne de transports ne renouvela pas son contrat avec G4S après qu'une coalition pour les droits humains et du travail, dont des militants BDS, mirent en lumière le rôle de la société dans des violations des droits humains en Palestine et aux États-Unis.

Ces avancées font suite à de nombreuses victoires du BDS dans les années passées contre G4S en Jordanie, Colombie, Finlande, Royaume Uni, Afrique du Sud, au Parlement Européen, parmi d'autres pays et institutions, qui ont forcé la société à vendre la plupart de ses marchés israéliens illégaux.

6. Le plus important opérateur de transports publics d'Israël a perdu un contrat de 190 millions d'euros pour la gestion des transports publics en Hollande.

7. Le conseil municipal de la ville de Barcelone a adopté un guide des pratiques éthiques qui exclue les entreprises impliquées dans l'occupation militaire israélienne. Dans les années passées, des dizaines de

conseils municipaux en Espagne se sont déclarés “zones libres de l’apartheid israélien.”

8. Une coalition palestinienne d’organisations chrétiennes appelé le Conseil Mondial des Eglises à soutenir le mouvement BDS pour les droits humains palestiniens.

9. Une vague de boycotts a touché le festival international du film LGBT de Tel Aviv : des artistes du monde entier ont respecté la ligne du boycott culturel palestinien. Un réalisateur primé Sud-africain, dont le film avait été programmé pour faire l’ouverture du festival, figurait parmi les artistes qui annulèrent leur participation au festival.

10. Deux universités chiliennes annulèrent des événements sponsorisés par l’ambassade israélienne, et des conseils d’étudiants dans plusieurs universités des États-Unis et d’ailleurs ont voté diverses mesures BDS.

11. Le gouvernement israélien a subi un revers embarrassant après que six joueurs de la Ligue National de Football (NFL) des États-Unis sur onze refusèrent un voyage de propagande tous frais payés, organisé pour améliorer l’image terni d’Israël.

12. Les campagnes de BDS prennent de l’ampleur parmi les citoyens palestiniens d’Israël. En coordination avec les partenaires BDS en Corée du Sud, le Comité BDS des Citoyens Palestiniens d’Israël (BDS48) a lancé une campagne pour boycotter et se désengager de Hyundai Heavy Industries (HHI) jusqu’à ce que la société mette fin à sa complicité dans les violations israéliennes des droits humains palestiniens, particulièrement à Jérusalem et dans le Naqab (Néguev).

Traduction: LG pour BDS France

Source: Comité National Palestien